



Fédération de Seine et Marne

264 rue de la Justice BP 118 - 77004 Melun Cedex
Tél : 01.64.79.75.10 - Fax : 01.64.79.75.15
mail : pcf77@wanadoo.fr

INFO FEDE Seine et Marne

28 Novembre 2014

Le PCF lance une contre semaine d'actions, du 1er au 5 décembre, en riposte au Medef

Le pacte de « responsabilités » est le plus gros mauvais coup contre les salariés depuis des années : 35 milliards d'euros, correspondant à la fin du financement des allocations familiales par les cotisations sociales patronales. Pour faire avaler ce « gros morceau », vieille lune du Medef, le pouvoir de « gauche » a mis les formes. Il s'y prend par étape, sur fond de propagande sur la « compétitivité » et de prétextes européens. Les exonérations de cotisations patronales n'ont jamais créé d'emplois : même leurs économistes n'arrivent pas à le montrer.

Côté cadeaux aux patrons, il a fait passer fin 2012, le « Crédit d'impôt compétitivité », le CICE, 20 milliards d'euros par an en 2015, presque sans opposition, sans mobilisation. Il s'agit pourtant de faire rembourser par le contribuable – salariés, retraités avant tout – 6% des salaires (inférieurs à 2500 euros par mois). D'ici 2016, le CICE sera complété ou sera fondu dans un nouveau dispositif exonérant le patronat des cotisations familiales : 15 milliards de plus pour eux.

Côté sacrifices aux salariés et aux familles, les allocations ne sont plus revalorisées au rythme des salaires. Leur caractère universel est remis en cause par des plafonds de plus en plus bas. Le CICE est financé par des hausses considérables de TVA qui pèsent en moyenne de 170 euros par an par foyer (6,5 milliards au total et ce n'est qu'un début). La

TVA antisociale que Sarkozy n'a pas réussi à imposer est instaurée. D'autres coupes budgétaires suivront, notamment contre les politiques du logement et de la petite enfance.

Toutes ces attaques, ces provocations au monde du travail, à ceux qui vivent déjà de plus en plus difficilement depuis des années, donnent un point de convergence des luttes concret, rassembleur, sinon des syndicats d'accompagnement, d'une majorité large du monde du travail.



Bien sûr, communistes, nous sommes pour un changement radical de politique, pour une remise en cause globale (et non une simple « remise à plat » et réorientation) des 230 mil-
.../...

**Pour exiger des comptes sur l'ensemble
Pacte de "responsabilités" TVA-CICE**

**Rassemblement devant le Medef 77
Mercredi 3 décembre à 11h**

1 avenue des Pins à la Rochette (plan pièce jointe)

avec la participation de citoyens, de militants et d'élu(es) communistes / Front de gauche
Michel Billout sénateur - Charlotte Blandiot Faride conseillère régionale

liards d'euros d'aides au profit. Mais il faut engager le mouvement sur un point qui fédère et développe les luttes immédiatement. Nous payons trop cher les illusions semées d'un changement de majorité politique avec l'alternance. Le rapport de force contre la casse de la retraite à 60 ans et le retrait de la loi Woerth en 2010 a été gâché.

Rassemblons les salariés, les familles contre les pertes de pouvoir d'achat, les hausses de TVA, la casse des allocations familiales ! Dans ce cadre, dénonçons et exigeons la fin du CICE !

Le pacte de « responsabilités » n'est pas négociable, contre telle ou telle contrepartie : exprimons son rejet sans conditions !



Pour être visible pendant cette semaine d'initiatives du 1er au 5 décembre, ces bulles sont disponibles à la fédération pour être utilisées dans vos initiatives avec la distribution du tract devant les entreprises, sur les marchés, les lieux publics.....



Mardi 2 décembre à 18h30
Pierre Laurent participera à une initiative devant le siège du Medef.
55, avenue Bosquet – Paris 7ème

Évoquant l'intervention de François Hollande du 31 décembre 2013, au cours de laquelle fut annoncé le pacte de responsabilité en faveur du patronat (40 millions d'euros sur le dos des ménages et des collectivités locales), Pierre Gattaz avait indiqué ne pas se souvenir d'un si beau réveillon. On peut le comprendre. Au cours de la dernière année, le président du Medef, dans une surenchère permanente, a multiplié les provocations. Alors que les PME et PMI connaissent de vraies difficultés, la politique Hollande/Valls profitent prioritairement aux grands groupes qui, très reconnaissants, réalisent des records en versement de dividendes et en évasion fiscale. L'objectif des communistes et de toutes celles et ceux qui participeront à cette contre semaine de mobilisation face au Medef est une confrontation sur la réalité et les solutions.



COMMUNICATION

4 pages A5 « La souffrance de Gattaz » semaine de riposte contre le Medef



La souffrance de Gattaz PARLONS-EN!

LA LISTE DE PÈRE Noël 2013/2014

PSA PEUGEOT CITROËN	Orange
CICE 2013 : 80 millions	CICE 2014 : 130 millions
Auchan	SANOFI
CICE 2013 : 38 millions	CICE 2014 : 11 millions

Le MEDEF se moque du monde.
Depuis 2012, le MEDEF a tout obtenu du gouvernement : multiplication des exonérations, démantèlement du code du travail, privatisation, subventions publiques, recul de l'âge de la retraite... Tout cela en pure perte : le chômage atteint des records historiques, la précarité explose, l'économie est à l'arrêt. L'avenir est aux vacances. C'est le patronat et les grands entrepreneurs qui profitent de cet immense gâchis. Et ils en veulent toujours plus. Pourquoi ? Pourquoi ? Depuis 2012, Hollande et ses gouvernements n'ont cessé leur service à la soupe !

La vérité sur le MEDEF.
Il ne faut pas confondre les pertes entreprises et celles du CICE 40. Les premières, malheureusement, sont supportées par les banques et subsistent le lin des grands groupes. Les secondes représentent une véritable casse. Une certaine de personnes trouvent les sièges de hauts conseils d'administration. Gattaz défend bien et organise les meetings de cette élite. **Adieu l'Etat, le gouvernement et le patronat doivent rendre des comptes.**
Qui va l'argent, où va le patronat ? Ou va l'argent prêt aux banques par la BCE à 0,05% le crédit ? Quelles sont les recettes réelles de ces cadavres sur l'emploi et les salaires ? A ces questions, le MEDEF, le gouvernement et les grands médias se gardent bien d'apporter des réponses. Et pour cause ! Le vrai scandale, c'est le coût du capital !

Les vrais assistés sont au MEDEF.
Les prestations aux entreprises ? Plus de 200 milliards d'euros, dont 10 d'indemnités de chômage, 10 de Crédit Impôt Compensatoire-emploi (CICE), 6 de Crédit Impôt Recherche. Cette politique se poursuit depuis 20 ans, sans aucune efficacité sur l'emploi. La question change. Peu d'entreprises ont ouvert des chiffres et les salariés de l'Etat sont silencieux. Mais nous savons que des grands groupes, tels que Auchan, Orange, IFSA ou Sanofi ont encaissé des milliards au titre du CICE sans aucune contrepartie.

Exonération. Une modulation du taux des cotisations sociales patronales pour atténuer les entreprises qui cessent l'emploi, versent des bas salaires, préparent les profits financiers.

Les vrais fraudeurs sont au MEDEF.
L'argent est le pouvoir : la fraude fiscale pour 80 milliards, la fraude aux cotisations sociales patronales pour 20 milliards, l'évasion fiscale entre 80 et 80 milliards d'euros chaque année. Il faut avoir le courage d'aler les citoyens.

Proposition. Mettre en œuvre les 81 propositions avancées par la commission parlementaire contre l'évasion fiscale.

Les cadeaux fiscaux, c'est pour le MEDEF.
C'est le grand dadaï du MEDEF, de l'UMP, du FN et du gouvernement : il faut réduire les impôts ! Ça organise toutes les mêmes questions : l'impôt doit être alléger l'impôt. Avec la TVA qui rapporte trois fois plus que l'impôt sur le revenu et est trois fois plus que l'impôt sur les sociétés, on coupe tout l'impôt. La vérité c'est que la pression fiscale est plus forte sur les couches moyennes et populaires que sur les plus riches.

Proposition. Une véritable réforme fiscale de gauche pour un impôt juste, utile et équitif.

La cupidité, c'est le MEDEF.
Dividendes, rachats d'actions et circuits financiers captent une part croissante de la richesse produite. La part des dividendes dans la richesse produite est passée de 2% au début des années 1980 à 14% en 2013.

ON TRIME ILS PROFITENT

ON RAME ILS RAMASSENT

ON COMPTE ILS GASPILLENT

ON RAQUE ILS SEXILENT

TENONS TÊTE AU MEDEF!

1. SEMAINE DE MOBILISATION
Dates chaque département, contre un plan national des commémorations organisées du 1^{er} au 5 décembre, une contre semaine d'actions et de mobilisations face au PCF.

2. PIERRE LAURENT EN FACE AU DÉFI DU REJET
Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, lance un défi à Pierre Gattaz, président du MEDEF : « Venez débattre avec moi, argumentez, contre-propos, de vos positions à la tribune pour que les Français et les Français ne soient pas les seuls à profiter ! »

PCF FRONT DÉBLOCHE